

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 06/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

DIOIS GRAVIER S.A.S.

Les Satayas
26150 SOLAURE EN DIOIS

Références : 20221229-RAP-DACA1056
Code AIOT : 0006100667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement DIOIS GRAVIER S.A.S. implanté lieu-dit « L'Îsle » 26150 MONTMAUR EN DIOIS. L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIOIS GRAVIER S.A.S.
- Lieu-dit « L'Îsle » 26150 MONTMAUR EN DIOIS
- Code AIOT : 0006100667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DIOIS GRAVIER est autorisée à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Montmaur en Diois au lieu-dit « L'Îsle » par l'arrêté préfectoral n°09-3658 du 30 juillet 2009.

La durée d'exploitation est de 15 ans (jusqu'au 30 juillet 2024) et la production maximale autorisée de 45 000 tonnes/an. Du gisement est présent au-delà de la durée d'autorisation initiale du fait d'une production annuelle de l'ordre de 15 000 à 20 000 tonnes/an.

Lors de la visite, il n'y avait pas d'activité d'extraction de matériaux. L'exploitant réalise une

campagne annuelle d'une durée de l'ordre d'un mois. Les matériaux extraits sont transportés vers l'installation de traitement de DIOIS GRAVIER à Solaure-En-Diois située à environ 2 km.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Clôtures et barrière
- Modalités d'extraction
- Digue
- Milieu naturel
- Dernier plan topographique du site
- Prévention des pollutions des eaux et résultats des derniers contrôles
- Plan de gestion des déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suite sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité et que des précisions doivent être apportées pour juger de la nécessité ou non de proposer une suite administrative ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais (1)
2	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Contrôle des eaux de la nappe	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 10.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 5	Sans objet
3	Digue	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.7	Sans objet
5	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.10	Sans objet
7	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 10.1-I	Sans objet
8	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 10.1-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales observations concernent la transmission des analyses des eaux de la nappe, les suivis environnementaux et la mise en place du plan de gestion des déchets d'extraction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Un portail est présent à l'entrée de la carrière et le site est clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'exploitation
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- les extractions seront effectuées de l'aval vers l'amont hydraulique ;- une bande de terrain non exploitée d'une largeur minimale de 5 m en crête devra être conservée sur tout le long entre les plans d'eau n°1 et n°2 d'une part et n°3 d'autre part ;- des chenaux déversant des plans d'eau n°2 vers n°3 vers le plan d'eau n°1 seront mis en place, et un chenal déversant du plan d'eau n°1 vers la Drôme sera également installé. Ces chenaux seront stabilisés par des enrochements ;- une échelle limnimétrique de 1 m sera installée dans chacun des plans d'eau, au niveau des chenaux déversant, lisible depuis la berge et rattachée topographiquement au système NGF. De plus, quatre piézomètres seront implantés sur le site, également rattachés topographiquement au système NGF ;- un suivi mensuel des cotes des plans d'eau lues sur les échelles limnimétriques ainsi que des niveaux de la nappe relevés dans les piézomètres sera réalisé, les mesures collectées feront l'objet d'une synthèse annuelle adressée à l'inspection des installations classées et au service en charge de la police de l'eau ;- un platis devra être réalisé sur les berges ouest et nord-ouest du plan d'eau n°3.
Constats : <p>Une bande de terrain de largeur minimale de 5 m est présente entre les plans d'eau.</p> <p>Un chenal ou des buses sont présents afin de permettre le déversement des plans d'eau 2 et 3 vers le 1.</p> <p>Les échelles limnimétriques ne sont pas présentes dans chacun des plans d'eau.</p> <p>Le platis (zone de haut fond) sera réalisé à la fin de l'extraction du plan d'eau n°3.</p>
Observations : Mettre en place les échelles limnimétriques et réaliser le suivi mensuel des cotes des plans d'eau. Transmettre le bilan annuel des niveaux de la nappe relevés dans les piézomètres du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Digue

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien de la digue
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit veiller à maintenir la digue en bon état, notamment après une crue.</p>
Constats : <p>La digue semble en bon état.</p> <p>Si possible l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le compte rendu de conformité de la digue qui a été réalisé en 2016. L'exploitant précise que suite au changement d'exploitant, il ne dispose pas forcément de tous les documents liés au site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7.8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un dispositif empêchant efficacement et en permanence, au niveau du chenal d'évacuation mentionné à l'article 7.4, la libre circulation du poisson entre la rivière la Drôme et le plan d'eau n°1 est mis en place. L'état doit être régulièrement vérifié. De plus, aucune espèce ne doit être introduite dans les plans d'eau. - l'utilisation de la piste précédemment empruntée pour le marinage des matériaux entre la carrière et le site de l'installation de traitement, longeant la rivière Drôme, est interdite. Cette piste doit être condamnée et remise en état naturel. <p>Par ailleurs, l'exploitant doit mettre en place un biotope de substitution pour l'avifaune, sur un terrain situé sur la commune d'Aix-en-Diois au lieu-dit « Le Bez ». Ce lieu sera maintenu en friche avec un entretien régulier, et un suivi de la nidification sera réalisé sur 5 ans par le CORA Drôme.</p> <p>Constats : Le dispositif empêchant la libre circulation des poissons entre le plan d'eau 1 et la rivière Drôme n'est pas visible (végétation importante et difficulté d'accès).</p> <p>L'exploitant indique que la piste d'accès pour le marinage est utilisée. Le conseil municipal de Montmaur-en-Diois a acté le 6 juillet 2021 son utilisation afin que les camions n'empruntent plus la RD 93 pour des raisons de sécurité.</p> <p>Cette piste d'accès sert de limite au périmètre de l'APPHN mis en place par la DDT 26 pour prévenir les coupes rases et protéger la ripisylve. L'exploitant a indiqué qu'il allait prendre contact avec l'opérateur de la zone Natura 2000.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de suivi du biotope de substitution pour l'avifaune sur la parcelle dont il est propriétaire à Aix-en-Diois au lieu-dit "Le Bez".</p> <p>Une réunion est prévue avec la chargée de mission Natura 2000 le 19 janvier 2023.</p> <p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les échanges avec le gestionnaire de la zone Natura 2000 sur la piste d'accès et le suivi de la parcelle située au lieu-dit « Le Bez ».</p> <p>L'accès au dispositif interdisant la libre circulation des poissons doit être dégagé. Le débroussaillage sera à faire lors d'une période la moins impactante pour la faune. Ce point pourra aussi être vu avec le gestionnaire de la zone Natura 2000.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 7:10
Thème(s) : Autre, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis le dernier plan topographique de la carrière. Pour la transmission du prochain plan il conviendra de compléter certains points (zones remises en état, échelle, date du relevé, localisation des buses et chenaux entre les plans d'eau ainsi que celui vers la rivière Drôme).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 10.1-I
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des liquides résiduels. Cette aire étanche doit être régulièrement entretenue. En aucun cas la citerne utilisée pour le ravitaillement ne doit séjourner sur la carrière en dehors des heures d'activité.
Constats : Une aire étanche est présente mais l'exploitant précise que le ravitaillement des engins est principalement réalisé en bord à bord. Si le ravitaillement n'est pas réalisé sur l'aire étanche une procédure doit être mise en place afin qu'une rétention mobile soit toujours présente lors du ravitaillement des engins. Il n'y a pas de stockage de carburant sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 10.1-II
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de liquides
Prescription contrôlée : Aucun stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est autorisé sur le site de la carrière.
Constats : Il n'y a aucun stockage de liquides au sein de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle des eaux de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2009, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux de la nappe et milieu naturel
Prescription contrôlée : Une analyse des eaux de la nappe est réalisée semestriellement par un organisme agréé, après prélèvement dans les quatre piézomètres du site. Par ailleurs, une analyse des eaux déversées dans la rivière Drôme par le chenal d'évacuation sera réalisée au moins une fois par an par un organisme agréé.
Constats : Lors de la visite l'exploitant nous a transmis les résultats des analyses réalisées dans le chenal d'évacuation le 5 novembre 2021. Les résultats n'appellent pas de remarques de l'inspection.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les analyses de la qualité des eaux de la nappe issues des piézomètres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Présence d'un plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : Localisation des déchets d'extraction présents sur le site.
Constats : Les boues de lavages des matériaux de la carrière issues de l'installation de traitement sont valorisées pour la remise en état de la carrière et les terres de découverte en merlon périphérique.
Observations : Un plan de gestion des déchets d'extraction doit être réalisé conformément à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois